



# Revue de presse



**Lundi 15 Janvier 2024**



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## **Faid préside la cérémonie de remise des lettres de missions aux DG du ministère des Finances**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présidé, dimanche à Alger, la cérémonie de remise des lettres de missions, contenant les contrats d'objectifs et de performance, aux directeurs généraux (DG) du ministère des Finances, indique un communiqué du ministère.

Dans son allocution lors de la cérémonie de remise des lettres de missions, organisée au siège du ministère en présence des Directeurs généraux et des chefs des services centraux, M. Faïd a affirmé "la grande importance que revêt l'évènement de remise officielle des lettres de missions, car constituant une étape importante dans la réalisation du processus stratégique visant à renforcer la performance des différents services ministériels, arguant que ces dernières renferment des détails sur les missions fixées pour chacune des structures du ministère des Finances, appuyées par des contrats d'objectifs et de performance (COP)".

### Finances : Laaziz Faïd remet les lettres de missions



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé la cérémonie de remise des lettres de mission (objectifs et contrats de performance), en présence des directeurs centraux et cadres du ministère des Finances.

Dans un discours de circonstance, le ministre a soutenu que « cette étape est importante dans la réalisation de l'approche stratégique, visant l'amélioration de la performance des différents départements ministériels ». Il a ajouté que les tâches spécifiques de chacun. structure du ministère des Finances est appuyée par des contrats d'objectif et de performance (COP).

### Taux de change : L'ascension de l'Euro se poursuit

A la Banque d'Algérie, les cotations commerciales valables du 11 au 15 janvier courant, indiquent que le taux de change de l'euro s'établit à 147.37 dinars algériens pour l'achat, tandis que son taux de vente atteint 147.44 dinars algériens. De son côté, le dollar américain se négocie à l'achat à 134.27 dinars algériens et à la vente à 134.28 dinars algériens.

Au Square port-Said, l'unité de la monnaie européenne vaut 235.00 et de 237.00 dinars algériens, respectivement pour le cours de l'achat et de la vente. Le change du billet vert lui,

fait se situe à l'achat à 215.00 dinars algériens et à la vente à 217.00 dinars algériens. Ceci pour les deux monnaies référentielles.



### **Ministère des Finances: Les contrats de performance désormais appliqués**

Les contrats de performances annoncés en 2023 par le ministre des Finances, Laaziz Faid, sont désormais mis en oeuvre dans son département.

Le ministre a, en effet, présidé, ce dimanche, une cérémonie de remise des lettres de missions, contenant les contrats d'objectifs et de performance, aux directeurs généraux (DG) du ministère des Finances.



### **Dynamisation du marché financier : L'Etat mise sur ce chantier**

Les signes précurseurs d'une véritable dynamisation du marché financier algérien en cette année 2024 se confirment de plus en plus.

Les modifications opérées dans la loi monétaire et bancaire n°23-09, l'ouverture du capital de deux banques publiques, notamment le CPA et la BDL, les mesures incitatives accordées dans le cadre de la loi de finances 2024 pour les entreprises qui souhaitent s'introduire en bourse ainsi que les avantages fiscaux accordés aux détenteurs de valeurs mobilières, en sont les principaux facteurs à partir desquels sera enclenchée une nouvelle dynamique de la sphère de financement qu'est la bourse.



### **Financement du matériel agricole par la CNEP-Banque : La nouvelle formule**

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) lancera, prochainement, une nouvelle formule portant financement du matériel agricole, a déclaré mardi à Mascara le directeur général de la Banque, Samir Tamrabet.

Lors d'un point de presse animé en marge de la cérémonie inaugurale d'une nouvelle agence de la CNEP-Banque, sise rue Emir- Khaled au centre-ville de Mascara, M. Tamrabet a indiqué que la CNEP-Banque procédera, «prochainement», au lancement d'une nouvelle formule relative au financement du matériel agricole, dans le cadre de la mise en oeuvre de la première phase de la stratégie adoptée par cet établissement bancaire devant s'étaler sur une période de trois années.



## [Les prix au marché restent stables grâce aux mesures préconisées par le président de la République, 2024 : L'année de la clémence](#)

L'Organisation nationale pour la protection du consommateur et son environnement a constaté une nette stabilité du niveau général des prix des produits de large consommation, dix jours après le début de la nouvelle année et l'entrée en vigueur de la loi de finances 2024.

«Pour la première fois depuis des années, le citoyen algérien a accueilli la nouvelle année sans aucune augmentation des prix des produits de large consommation, qui ont maintenu leurs niveaux grâce aux mesures rigoureuses prises par les ministères du Commerce et de l'Agriculture pour réguler le marché», a indiqué le porte-parole de l'Organisation, Fadi Tamim.



## [Le CPA candidat à la Bourse d'Alger](#)

### [Un coup de fouet au secteur financier](#)

L'ouverture de son capital par appel public à l'épargne est de 30%.

La Bourse d'Alger s'apprête à accueillir un candidat de premier plan : le Crédit populaire d'Algérie. L'annonce a été faite par la Cosob qui a fait état du dépôt de la candidature du Crédit populaire d'Algérie (CPA) au niveau de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) sa demande d'introduction à la Bourse d'Alger.



## [Introduction prochaine du CPA et de la BDL en Bourse : Dynamiser le marché financier et rassurer les investisseurs privés](#)

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) a fait part récemment du dépôt par le Crédit populaire d'Algérie (CPA) d'une demande d'introduction à la Bourse d'Alger et de l'ouverture de son capital par appel public à l'épargne à hauteur de 30%.



### **Ali Bey Nasri, conseiller et formateur à l'export : «Nos entreprises doivent être plus offensives»**

Le terrain est balisé pour réaliser notre intégration effective au marché africain. C'est ce qu'a souligné, dimanche, l'expert spécialisé dans le domaine de l'exportation, Ali Bey Nasri lors d'une intervention sur les ondes de la radio nationale.

Pour Nasri, des pas de géant ont été entrepris pour faciliter l'acte d'exportation, notamment vers l'Afrique qu'il a qualifiée de «destination naturelle pour promouvoir la production algérienne». Selon lui, les retombées des politiques engagées sont perceptibles sur le terrain et se déclinent par une montée en cadence des exportations hors hydrocarbures durant les trois dernières années.



### **Crédit R'fig: Près de 200 000 agriculteurs financés**

Plus de 199 000 agriculteurs ont bénéficié de financements dans le cadre du crédit R'fig, accordés par la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), au titre de la campagne agricole actuelle 2023/2024, selon cette banque publique.

Le nombre de bénéficiaires du crédit R'fig a atteint, jusqu'au mois de novembre 2023, un total de 199 600 agriculteurs, ayant bénéficié de financements estimés à près de 330 milliards DA, dont un taux de 54 % destiné à la filière céréalière, soit près de 177 milliards DA, selon le bilan préliminaire de la banque.



### **Exportations: «La réglementation des changes, principal verrou»**

«C'est la réglementation des changes qui constitue le principal verrou à l'exportation», selon les affirmations de Ali Bey Nasri, ancien président de l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal).

## السيد فايد يشرف على مراسم تسليم رسائل المهام للمدراء العامين لوزارة المالية

أشرف وزير المالية لعزیز فايد، اليوم الأحد بالجزائر العاصمة، على مراسم تسليم رسائل المهام، والتي تتضمن عقود الأهداف والأداء، للمدراء العامين لوزارة المالية، حسبما أفاد به بيان للوزارة .

وفي كلمة ألقاها في خلال مراسم التسليم التي جرت بمقر الوزارة بحضور المدراء العامون ورؤساء المصالح المركزية، أكد السيد فايد على "الأهمية البالغة التي يمثلها حدث التسليم الرسمي لرسائل المهام، باعتباره معلما هاما في تحقيق النهج الاستراتيجي الهادف إلى تعزيز أداء مختلف المصالح الوزارية، حيث تتضمن هذه الأخيرة تفاصيل المهام المحددة لكل هيكل من هياكل وزارة المالية، مدعوم بعقود الهدف والأداء." (COP)

# الرأي نيوز

## مراسم تسليم رسائل المهام للمدراء العامين لوزارة المالية

أشرف وزير المالية، لعزیز فايد اليوم الأحد 14 جانفي 2024 بمقر وزارة المالية، على مراسم تسليم رسائل المهام (عقود الأهداف و الأداء)، و ذلك بحضور المدراء العامون و رؤساء المصالح المركزية لوزارة المالية.

استهل وزير المالية هذا اللقاء بالإشارة إلى الأهمية البالغة التي يمثلها حدث التسليم الرسمي لرسائل المهام باعتباره معلما هاما في تحقيق النهج الاستراتيجي الهادف إلى تعزيز أداء مختلف المصالح الوزارية. حيث تتضمن هذه الأخيرة تفاصيل المهام المحددة لكل هيكل من هياكل وزارة المالية، مدعوم بعقود الهدف والأداء. (COP)

## إعفاء الزبون من الحقوق والرسوم الجمركية

### هذه تفاصيل اقتناء سيارات جديدة محليا برخصة المجاهدين من الوكلاء

جدّدت وزارة المالية، ممثلة في المديرية العامة للجمارك، تأكيدها إمكانية اقتناء سيارة جديدة محليا من الوكلاء المعتمدين في الجزائر، برخصة استيراد السيارات الخاصة بالمجاهدين، والإعفاء من الحقوق والرسوم الجمركية المترتبة عن ذلك. يتعين على وكلاء السيارات المعتمدين في الجزائر، قبول طلبيات الزبائن لاقتناء سيارات برخصة الاستيراد الخاصة بالمجاهدين، حيث تعفى هذه الفئة من دفع الحقوق والرسوم الجمركية المقررة في هذا المجال، مع عدم إمكانية بيع أو التنازل عن السيارة لمدة ثلاث سنوات، حيث تدون ملاحظة في بطاقة الترخيم الخاصة بالمركبة عبارة "غير قابلة للبيع والتنازل لمدة 36 شهرا"، وفي هذا الإطار، جاء في تعليمة لوزارة المالية، ممثلة في المديرية العامة للجمارك "أنه يظل مسموحا للأشخاص ذوي الإعاقة من حرب التحرير الوطني اقتناء سيارة ركاب جديدة محليا من الوكلاء المعتمدين في الجزائر، بالعملة الوطنية مع الاستفادة من الإعفاء من الحقوق والرسوم الجمركية، بموجب أحكام المادة 63 من قانون المالية لسنة 2006".

## دعا إلى رفع القيود على استثماراتها في الخارج، باي نصري:

### ارتفاع بـ75% صادرات خارج المحروقات نحو إفريقيا

كشف المتخصص والخبير في التجارة الخارجية علي باي نصري، أمس، عن ارتفاع قيمة الصادرات خارج المحروقات نحو البلدان الأفريقية بنسبة 75% خلال عام واحد، مشيرا إلى أنها انتقلت من 220 مليون دولار في 2022 إلى أكثر من 380 مليون دولار في 2023.

واعتبر باي نصري في تصريحات للقناة الثالثة الإذاعية، أن هذه النتائج تعد ثمرة إجراءات وقرارات رئيس الجمهورية، مشيرا إلى أن ما تحقق هو بداية، لا بد من تعزيزها بتوسيع الإجراءات التي تمت، لاسيما فتح معارض دائمة للمنتجات الجزائرية في كل من موريتانيا والسنغال، في انتظار كوت ديفوار والكاميرون.

## العقار الاقتصادي .. هيكل أساسي للبنية الاقتصادية

أرست رؤية رئيس الجمهورية مرحلة جديدة غير مسبوقة من الشّافية والحوكمة الرّشيدة، في مجال تسيير وتوزيع العقار الصناعي، ووضعت حدًا نهائيًا لكل محاولات المتاجرة أو المضاربة بالعقار الاقتصادي.. توصيات تاريخية وتوجيهات حكيمة أنارت الطريق الصحيح من أجل التفرغ لتوسيع الاستثمارات المنتجة، وها هي الجزائر اليوم على موعد مفصلي مع الانتقال إلى نمط اقتصادي جديد، تركّز فيه جهودها على تسريع وتيرة التنمية.

العقار الاقتصادي هو هيكل أساسي للبنية الاقتصادية، فجسور ضخ الثروة تمتد من فضاءاته، الحركية الاقتصادية تبعث من أرجائه؛ ذلك أنّ العقارات الصناعية والفلاحية تمثل الجزء الجوهرية للألة الإنتاجية، وتوفّر لها يمنح للمستثمرين الضوء الأخضر لتجسيد مشاريعهم الاقتصادية، ولعب دورهم في بناء اقتصاد البلاد.

## LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES

# La Cour constitutionnelle tranche sur sa constitutionnalité

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a saisi le 10 décembre 2023 la Cour constitutionnelle aux fins d'examiner la constitutionnalité de la loi organique modifiant et complétant la loi organique du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances. La haute instance dirigée par Omar Belhadj a jugé recevable et valable la saisine du chef de l'Etat dans le fond et dans la forme et publié au Journal officiel du 7 janvier. Faut-il rappeler qu'au mois de novembre dernier, les parlementaires ont souhaité la révision de cette loi rejetant ainsi le principe de voter le budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur la base de résultats. Ils ont, ainsi, introduit une proposition visant l'exemption du Parlement des dispositions de la loi organique n°18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances et donc à ne pas l'intégrer dans le système en vigueur concernant la programmation, la gestion et l'exécution du budget global, selon le principe de la gestion centralisée. D'après l'auteur de la proposition, il est nécessaire de revoir le système concernant le Parlement en suivant l'approche de l'indépendance financière et la dotation des budgets sur la base de programmes, sous le contrôle des questeurs financiers (ordonnateurs). La proposition a été débattue en plénière. Dans son rapport préliminaire, la Commission des finances et du budget de l'APN a estimé impératif de «dispenser les deux chambres du Parlement des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances, conformément au principe de séparation des pouvoirs et à l'indépendance financière des deux chambres parlementaires, en adop-

tant le principe selon lequel «la loi spéciale déroge à la loi générale». Pour sa part, le ministre des Finances avait expliqué que la loi de finances «était le seul cadre permettant l'ouverture et l'affectation des crédits au titre du budget de l'Etat et que l'exemption des deux chambres du Parlement de l'application des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances conduirait à une absence totale du cadre juridique permettant d'allouer les ressources financières nécessaires pour couvrir les dépenses des deux chambres. Cette exemption rendrait impossible l'application des dispositions de cette loi organique au Parlement, notamment celles qui stipulent l'ouverture des crédits, leur transfert et les autres dispositions liées aux délais».

### «AFFECTATION SPÉCIALE»

Les arguments du ministre n'ont pas convaincu les parlementaires qui ont à l'unanimité approuvé l'amendement proposé par le député. A l'issue du vote, le ministre des Finances a expliqué que cette modification permettra d'intégrer le concept d'«affectation spéciale», tout en précisant que les affectations ne sont pas seulement allouées selon le programme, mais également selon l'affectation spéciale pour le Parlement et la Cour constitutionnelle. Selon le journal officiel, l'article 23 bis stipule qu'il est «entendu par affectation spéciale l'unité de mise en œuvre des crédits alloués aux deux chambres du Parlement et à la Cour constitutionnelle. Les crédits sont répartis, en vertu d'un décret détaillé, en fonction d'affectations spéciales et de titres, consti-

tuant ainsi un ordre de paiement dans les comptes des institutions concernées.» «Cette répartition est définie par titre, à titre indicatif, concernant les deux chambres du Parlement». «La répartition initiale des crédits d'affectations spéciales peut être modifiée au cours de l'année, par le biais de transfert ou de virement, conformément aux règles et aux formes prévues par la présente loi. Les dispositions du présent article prennent effet à compter de la date de promulgation de la loi de finances pour 2024.» Quant à l'article 23, il dispose que «les crédits sont ouverts par les lois de finances pour la couverture des charges budgétaires de l'Etat. Ils sont mis à la disposition des ministres et des responsables des institutions publiques, conformément aux dispositions des articles 23 bis et 79 de la présente loi. Les ministres peuvent charger les organes territoriaux et les établissements publics sous tutelle de l'exécution de tout ou d'une partie d'un programme relevant de leur secteur».

Aussi, «les crédits sont spécialisés par programme, conformément à l'article 75 de la présente loi, par affectation spéciale ou affectation globale, en ce qui concerne les crédits non assignés. Les crédits programmes sont présentés par activité et, le cas échéant, par titres, groupant les dépenses selon leur nature, conformément aux dispositions de l'article 29 de la présente loi. Les crédits ne peuvent être modifiés que dans les conditions prévues par les dispositions de la présente loi ou, exceptionnellement, par la loi de finances dans le respect des dispositions de la présente loi.

N. Amir

## DOMICILIATION POUR LES CONTRATS DE TRANSPORT

# La nouvelle consigne de l'ABEF

Dans une note adressée aux banques et plus globalement aux opérateurs économiques, l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) informe de la décision d'interdiction de toute opération de domiciliation, pour les marchandises transitant par les ports marocains. *«Dans le cadre des opérations de commerce extérieur, il a été décidé de refuser toute opération de domiciliation, pour les contrats de transport qui prévoient le transbordement/transit par les ports marocains»*, indique le communiqué de l'ABEF datant du 10 janvier 2024. L'Association des banques précise dans ce même document circulant sur les réseaux sociaux, et qui est adressé aux banques et signé par son délégué général, qu'avant *«toute domiciliation, il y a lieu d'inviter vos services concernés à l'effet de s'assurer auprès des opérateurs économiques, que le transbordement/transit n'intervient pas par les ports marocains»*. Pour rappel, depuis la rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc en 2021, l'espace aérien algérien est interdit aux avions marocains. Le pays voisin est accusé *«d'actions hostiles à l'égard de l'Algérie»*. Ce qui explique cette décision visant à protéger les intérêts économiques du pays. Cette nouvelle note de l'ABEF rappelle le même ton utilisé dans sa correspondance destinée aux banques du 9 juin 2022, décrétant la suspension des domiciliations bancaires pour les opérations de commerce extérieur de produits et services, de et vers l'Espagne. Une décision qui avait suivi la suspension du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec le royaume d'Espagne. *«Il vous est demandé de procéder au gel des domiciliations bancaires des opérations de commerce extérieur de produits et services, de et vers l'Espagne... J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir instruire vos services concernés à l'effet de prendre toutes les dispositions nécessaires pour une application stricte de cette mesure»*, indiquait l'ABEF dans son communiqué de juin 2022. Le 23 juillet de la même année, la même association avait envoyé une nouvelle note aux banques afin d'apporter des précisions sur l'application du gel des opérations de domiciliations bancaires. L'ABEF indiquait que ne sont pas concernées par le gel, *«les opérations d'importation ou d'exportation de biens et services en provenance d'Espagne ou d'origine espagnole, domiciliée avant le 9 juin 2022 et pour lesquelles les mouvements de marchandises ou de services ont été effectués après cette date»*, ainsi que *«les marchandises en provenance d'Espagne ou d'origine espagnole, expédiée avant le 9 juin 2022, domiciliée ou non»*. Notons que les échanges avec l'Espagne ont repris depuis une trajectoire plus positive. R. E.

**L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE EN 2024 SELON LA BANQUE MONDIALE**

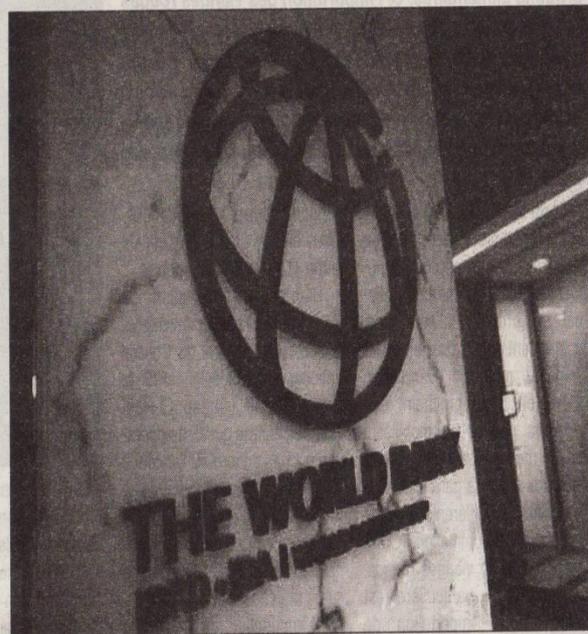
# Une croissance du PIB de 2,6% attendue

*Le monde est à mi-parcours de ce qui devait être une décennie décisive pour le développement, son économie devrait enregistrer un triste record d'ici fin 2024 : la plus faible croissance du PIB sur une demi-décennie depuis 30 ans, prédit la Banque mondiale (BM) qui, a contrario, prévoit une légère amélioration de la croissance algérienne.*

À certains égards, selon la BM, l'économie mondiale est en meilleure posture qu'il y a un an car le risque d'une récession globale s'est éloignée, en grande partie grâce à la vigueur de l'économie américaine. Néanmoins, les tensions géopolitiques croissantes pourraient engendrer de nouveaux risques à court terme. Pour l'institution internationale, les perspectives à moyen terme se sont assombries pour de nombreux pays en développement, en raison du ralentissement de la croissance dans la plupart des grandes économies, de l'atonie du commerce mondial et des conditions financières les plus restrictives depuis des décennies. La mauvaise passe

que traverse l'économie mondiale est illustrée, par exemple, par le niveau des échanges mondiaux et les coûts des emprunts des pays en développement. Ainsi, la progression des échanges mondiaux en 2024 ne devrait représenter que la moitié de la moyenne enregistrée pendant les dix années ayant précédé la pandémie. Quant aux coûts d'emprunt pour les économies en développement, ils devraient rester élevés, les taux d'intérêt mondiaux étant bloqués à des niveaux record depuis quatre décennies. En conséquence, la croissance mondiale, tel que l'entrevoit la BM dans ses perspectives, devrait ralentir pour la troisième année consécutive, passant de 2,6% l'an dernier à 2,4% en 2024, soit près de trois quarts de point de pourcentage en dessous de la moyenne des années 2010. Malgré ce contexte morose, la Banque mondiale parie sur des économies en développement, dont celle de l'Algérie.

Dans ses perspectives pour les pays de la région Mena (Afrique du Nord et Moyen-Orient), pour les tendances récentes, la BM estime que le conflit au Moyen-Orient a amplifié l'incertitude géopolitique et politique dans la région qui, déjà, voyait sa croissance affaiblie en 2023, notamment en raison des baisses de la production pétrolière. «La croissance de la région MENA a fortement ralenti en 2023 pour s'établir à 1,9%. Dans les pays exportateurs, le secteur



Photos : DR

pétrolier s'est nettement affaibli en raison des réductions de la production», explique la banque alors que pour ce qui est de l'économie algérienne en 2023, sa croissance a été estimée à 2,5%. Pour les perspectives, l'institution issue des Accords de Bretton Woods juge que le conflit au Moyen-Orient accroît l'incertitude des prévisions, mais cela n'empêche pas la BM de prévoir que la production de pétrole résultant de l'assouplissement des mesures de réduction début 2024 devrait contribuer à une croissance plus rapide en Algérie et en Irak. Au chapitre risques, l'institution internationale estime que les pays de la région MENA sont exposés aux catastrophes naturelles et le change-

ment climatique continue d'accroître la fréquence et la gravité des phénomènes météorologiques. Pour les pays exportateurs de pétrole, «si les cours baissent ou si la demande faiblit, la production pétrolière pourra être limitée et les réductions risquent de perdurer».

À l'arrivée, les estimations de la Banque mondiale s'attendent à ce que la croissance de l'économie algérienne atteigne 2,6% en 2024 et 2025, soit une petite évolution par rapport à l'estimation de la croissance en 2023 (2,5%). Les autorités du pays estiment, quant à elles, que l'Algérie verra son PIB croître de 4,2% en 2024.

Azedine Maktour

## LE MINISTRE DES FINANCES, SERA NOTRE INVITÉ DEMAIN



*Le Forum d'El Moudjahid recevra, demain, à partir de 10h, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, pour nous expliquer les grandes réformes engagées par les pouvoirs publics, à travers, notamment, la loi de finances 2024, et nous dresser un état des lieux réel des finances du pays.*

## الخبير المالي بوبكر سلامي لـ "الخبر" "دخول القرض الشعبي الجزائري البورصة خطوة إيجابية ونجاحها مرهون بشروط"



بوبكر سلامي

يؤكد الخبير في الشأن المالي، بوبكر سلامي، لـ "الخبر"، على أهمية خطوة دخول القرض الشعبي الجزائري إلى عمليات البورصة، كونها إيجابية في مسار التحول المنشود على مستوى تطوير المنظومة المالية الوطنية، إلا أنه شدد على توفر مجموعة من الشروط لإنجاح هذه العملية والإسهام في انضمام مؤسسات أخرى في القطاعين العمومي والخاص إلى البورصة.

**دخول القرض الشعبي الجزائري عمليات البورصة رسمياً، ليكون أول بنك عمومي يخطو في هذا الاتجاه، كيف ترون هذه الخطوة؟**

● أعتقد أن هذا الأمر يندرج ضمن القرار الأخير المتخذ من قبل السلطات العمومية في سياق فتح رأسمال البنوك العمومية والدخول في عمليات البورصة، وهي الخطوة التي من شأنها تجسيد نوعي إيجابي في تحرير البنوك، ولاسيما من خلال رفع أداؤها، وتحسين التسيير وإضفاء الحوكمة في هذا المجال، والتفتح على الاقتصاد والمساهمة في تمويل نشاطاته.. وهذا كله سيرتجم من خلال دخول الرأسمال الخاص على مختلف المنطق التسييري لإعطاء نتائج أفضل على مختلف الأصعدة، وبالتالي فإن هذه الخطوة ستعكس إيجابياً إذا تمت العملية كما هو مخطط لها وما ينص عليه القانون، بينما تمثل أيضاً مبادرة يجب أن تعمم على مؤسسات أخرى في المستقبل.

**فتح رأسمال البنك في حدود 30 في المائة، ما رأيك؟**

● فتح رأسمال القرض الشعبي الجزائري بنسبة 30 في المائة أمر منطقي، في إطار أن بقاء البنوك عمومية تحت سيطرة الدولة على غالبية الأسهم تقتضي ذلك، وذلك من أجل تمكين الدولة من اتخاذ القرارات الكبرى أو حتى الرأسمال العمومي، على أن التخلي عن نسبة 30 في المائة من رأس المال يسمح للمساهمين من الخواص بالمشاركة في التسيير واتخاذ القرارات الخاصة بالبنك، بأعباءه معدلة لا بأس به.

**كيف يمكن أن تنعكس هذه الخطوة على أداء البنك والمنظومة المصرفية؟**

● دخول الخواص في رأسمال البنك العمومي من الانتقال بصفة تدريجية من الطريقة السابقة الكلاسيكية في التسيير والمعاملات مع الزبائن أو تمويلات القطاع الاقتصادي بصفة عامة، إلى اعتماد أسلوب جديد يحمل أبعاد تفكير التسيير في الشركات الخاصة، التي عادة ما تحمل إيجابيات كبيرة، وبالتالي خلق الديناميكية في المعاملات المالية والمصرفية للبنوك

المعنية، فضلاً عن منح صورة إيجابية للزبائن والمتعاملين الاقتصاديين، وتحسين طريقة التنظيم والتسيير الداخلي للبنك، إذ لا تزال تسيير بطريقة الملك العمومي تكون فيها للدول تدخل كبير، ومن ثمة التحول تدريجياً إلى جعل هذه المؤسسة إلى مؤسسة اقتصادية تقدم الخدمة العمومية بقدر ما تساهم في الاقتصاد الوطني، فضلاً عن تحقيق ربح ونتائج إيجابية سنوية، بينما تنسحب الدولة جزئياً عن التسيير لينحصر دورها في الرقابة واحترام القوانين.

**هل هذه الخطوة تحفيزية لانضمام بنوك ومؤسسات أخرى؟**

● فعلاً، دخول القرض الشعبي الجزائري إلى عمليات البورصة من شأنه المساهمة في تحفيز بنوك ومؤسسات عمومية أخرى للانضمام إلى البورصة، على أن هذا النوع من المؤسسات لا يحتاج في نهاية المطاف التحضير الطويل لهذه الخطوة، كونها تتعلق بقرار يصدر عن الجهات الوصية بالمقام الأول، وهو ما ينتظر في المرحلة المقبلة من خلال دخول ثلاثة بنوك عمومية معاملات البورصة، كما أن نجاح هذه العملية وتحقيقها لنتائج إيجابية تدفع مؤسسات أخرى لخوض التجربة.

**ماذا ينتظر من البورصة لإنجاح هذه العملية؟**

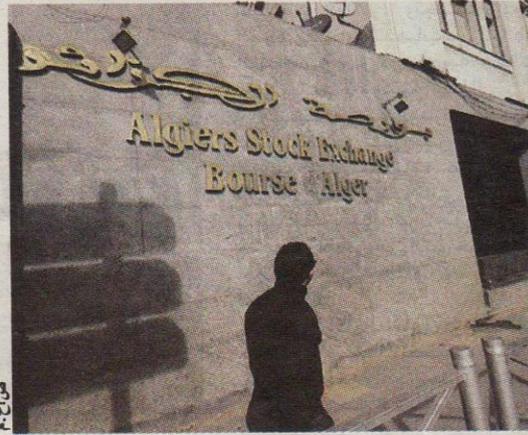
● معروف أن بورصة الجزائر حالياً لا تزال بعيدة عما يحدث على مستوى البورصات العالمية، لذلك أعتقد أن الاستفادة من تجارب الآخرين أمر ضروري، بدلاً من الانطلاق من الصفر، وفي الوقت نفسه تجنب الأخطاء والسلبيات التي وقعت فيها، وبالتالي فإن عملاً كبيراً ينتظر البورصة لإقناع المتعاملين الاقتصاديين في القطاع العمومي والخاص أيضاً للدخول في البورصة، في سياق ترجمة الإرادة الموجودة فعلياً على أرض الواقع، عبر مجموعة الخطوات كنشر المعلومة، وتخفيف الإجراءات الإدارية، وتنشيطها وتفعيل الحماية للمساهمين.

حاوره: سعيد بشار

البنك يتهيأ لفتح رأسماله للاكتتاب العام

# القرض الشعبي الجزائري يدخل البورصة

بايداع القرض الشعبي الجزائري لدى لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة طلب الدخول إلى بورصة الجزائر وفتح رأس ماله للاذخار العام في حدود 30٪، سيكون أول بنك في الجزائر، مكتتب في بورصة القيم وي طرح جزءاً من أسهمه على التداول في السوق المالي.



الاقتصاد الوطني. يشار إلى أن رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، دعا إلى أن "يكون فتح رأسمال البنكين محفزاً للاستثمار وسوق الشغل، بحيث تتحول هاتان المؤسستان إلى مثال للمؤسسات المالية، في الخدمات العالية الجودة والفعالية"، مضيفاً أن سنة 2024 ستكون سنة الإصلاح البنكي العميق. وتضم بورصة الجزائر حالياً، أربع أوراق مالية مدرجة؛ ويتعلق الأمر باليانس للتأمينات، وشركة بيوفارم، وفندق الأوراسي، ومؤسسة صيدال، فضلاً عن مؤسسة صغيرة ومتوسطة "أوام أنفست"؛ شركة ذات أسهم المختصة في الاستثمارات المالية. وسجلت بورصة الجزائر في سنة 2022 انتعاشاً للنشاط؛ بارتفاع القيمة السوقية إلى 67,42 مليار دينار بزيادة بنسبة 48 ٪ مقارنة بسنة 2021، حسب تقرير لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة.

ح. ص

إدخال أسهمها للتداول في البورصة، مطالبة بأن تنشر أولاً مذكرة إعلامية طبقاً للمادة 41 من المرسوم التشريعي رقم 93-10 المعدل والمتمم المؤرخ في 23 ماي 1993، مضيفاً أن المذكرة الإعلامية يجب أن تكون مؤشرة مسبقاً من لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة قبل نشرها. وأضاف أن مشروع المذكرة الإعلامية والملف المتعلق بها يوجدان حالياً قيد الدراسة من قبل المصالح التقنية للجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة. ويعد استكمال هذه العملية، سيقوم مجلس البورصة بمقعد جلسة علنية لاتخاذ قرار بشأن "التأشيرة" التي تسمح للبنك العمومي باللجوء إلى الاكتتاب العام للاذخار عبر إصدار قيم منقولة. للتذكير، فإنه علاوة على القرض الشعبي الجزائري؛ فإن بنك التنمية المحلية ينتظر أيضاً أن يفتح رأس ماله عبر البورصة هذه السنة، لتنشيط الاستثمار عبر السوق المالي وتفعيل سوق البورصة كأداة لتمويل

## حفيظ صوالي

● أعلن رئيس اللجنة، الهيئة المكلفة بضبط سوق البورصة الوطنية، يوسف بوزنادة، أن "القرض الشعبي الجزائري أودع خلال الأسبوع الماضي على مستوى لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة، طلب دخول البورصة وفتح رأس ماله من خلال الدعوة العامة للاذخار في حدود 30٪ عبر طرح أسهم". وأشار المتحدث في تصريح لوكالة الأنباء الجزائرية أن هذا الطلب الذي تم إيداعه طبقاً لأحكام نظام لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة رقم 96-02 المؤرخ في 22 جوان 1996 المتعلق بالإعلام الواجب نشره من طرف الشركات والهيئات التي تلجأ علانية إلى الاذخار عند إصدارها قيماً منقولة (أسهم وسندات): "يتضمن مشروع مذكرة إعلامية موجهة لإعلام الجمهور؛ وتخص تنظيم البنك ووضعته المالية وتطور نشاطه". وأوضح بوزنادة أن كل شركة تطلب

## بورصة الجزائر أنشئت منذ بداية التسعينات

# ماهية السوق المالي وأهمية البورصة

لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة (كوسوب)، وشركة تسيير بورصة القيم، ولجعل البورصة مهياً للتشغيل، عمد المشرع لإصدار قوانين تتعلق بالنظام العام للبورصة وشروط وكيفية التعامل فيها، سواء أعلق الأمر بالبورصة كهيئة أو المؤسسات والأفراد المتدخلين، من بينها المرسوم التنفيذي 94-176 الذي حدد فئات الأشخاص المعنوية أو المؤسسات التي يمكن أن تقيمها لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة كوسطاء (البنوك شركات التأمين، صناديق المساهمة)، التي حلت من طرف الدولة في سبتمبر 1995. ورغم أن البورصة تحتل مكانة هامة في النظم الاقتصادية المعاصرة نظراً للعمليات التي تقوم بها، خاصة في مجال تمويل المؤسسات والمشاريع، سواء القائمة أو الناشئة، إلا أن ما يلفت الانتباه في بورصة الجزائر هو العدد القليل للشركات المدرجة بها؛ والمتمثلة في 5 شركات، مع تسجيل انسحاب شركات كانت مدرجة، الأمر الذي عكس ركوداً وتباطؤاً في نشاطها من جهة، بالإضافة كذلك إلى تباطؤ نموها، نتيجة لتذبذب جميع معاملاتهما، الأمر الذي يعكس انخفاض سيولتها، وبالتالي تظل وسيلة محدودة في تمويل المؤسسات بمختلف أشكالها.

حفيظ صوالي

أو الأشخاص المعنوية العامة وشركات المساهمة الخاصة في الجزائر، وقبلها تم التمهد للمسار، من خلال صدور مراسيم متعلقة بالقيم المنقولة، بحيث إن تقسيم رأس مال المؤسسات العمومية وتوزيعه على صناديق المساهمة، نتج عنه تحويل هذه المؤسسات إلى شركات مساهمة، وإنشاء سوق مالية تتبادل فيها الأسهم، وهي البورصة. وبناء عليه، صدر المرسوم التنفيذي 91-169 في 28 ماي 1991 المتعلق بتنظيم المعاملات الخاصة بالقيم المنقولة، كما صدر مرسوم تنفيذي 91-170 الذي حدد أنواع القيم المنقولة وشروط إصدار شركات المساهمة لها، والمرسوم التنفيذي 91-171 المتعلق بلجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها. ونص المرسوم التشريعي 93-10 المؤرخ في 23 ماي 1993، في المادة الأولى بخصوص بورصة القيم "تؤسس بورصة القيم المنقولة، وتعد إطاراً لتنظيم وسير العمليات فيما يخص القيم المنقولة التي تصدرها الدولة والأشخاص الآخرون من القانون العام والشركات ذات الأسهم". وتضمن هذا القانون إنشاء بورصة القيم المتداولة ومقرها الجزائر العاصمة، وهو المكان الوحيد الذي تتم فيه عقد الصفقات وتداول الأوراق المالية. كما تم إنشاء هيئتين لتنظيم ومراقبة وسير عمليات البورصة؛ هما

● تعد البورصة العمود الفقري لسوق الأوراق المالية، كما تعتبر ركناً من أركان الهيكل المالي، حيث تشكل الأسواق المالية جانباً مهماً في تطوير أساليب التحول نحو اقتصاد السوق. والبورصة هي المكان الذي يتم فيه تداول الأصول المالية على المدين المتوسط والطويل.. وتعتبر وسيلة لتعبئة المدخرات المحلية والأجنبية، وإثمار الموارد الفائضة، وتعزيز قيمة الشركات المدرجة؛ فضلاً عن توسيع العمل الاستثماري وتعميمه، وتحسين الحوكمة لدى الشركات، إضافة إلى ضمان استدامة الشركات، سواء المجمعات الكبرى، أو الشركات الصغيرة والمتوسطة.

ويقتضي إنشاء سوق للأوراق المالية، توفر الشروط الضرورية لحماية الادخار العام وتحقيق الأهداف العامة الاقتصادية المسطرة من طرف الدولة؛ من حيث جعل السوق المالي أداة دعم للتمويل والاستثمار، ويتطلب ذلك توفير الإطار القانوني والتنظيمي لإنشاء سوق للقيم المنقولة على درجة عالية من الكفاءة، يحفز الأفراد والشركات للاستثمار فيها.

ولتكريس هذا الاتجاه؛ جاء المرسوم التشريعي 93-10 المؤرخ في 23 ماي 1993 المتعلق بالسوق المالي الجزائري، الذي أسس لنظام القيم المنقولة المتداولة الصادرة من الدولة

تنطلق رسميًا يوم 21 جانفي الجاري

## عرض الأملاك المنهوبة للبيع وهذه شروط العملية

• تحويل العوائد إلى الخزينة أو تغطية أقساط القروض البنكية غير المسددة

نوارة باشوش

مدموغة بطابع جبائي قدره 20 دينارا، تودع في مكتب المفتشية المعنية قبل يوم من العملية وهي غير قابلة للسحب أو الإلغاء يوم البيع، مع إقصاء كل مزاييد يخالف قواعد البيع ويعرقل عملية البيع مباشرة من عملية المزاييد.

ويهدف هذا الإجراء بالدرجة الأولى إلى توفير عائدات مالية لصالح الخزينة العمومية، ومن جهة ثانية تجنب العتاد المحجوز منذ سنوات الاهتراء والتعطيم، ويحدث هذا تزامنا مع مواصلة السلطات القضائية تدريجيا عمليات التنفيذ المتعلقة بمصادرة أموال المسؤولين السابقين ورجال الأعمال المتورطين في قضايا فساد خلال فترة الرئيس السابق عبد العزيز بوتفليقة، بموجب أحكام وقرارات نهائية صادرة عن المحكمة العليا وهي أحكام حائزة على قوة الشيء المقضي فيه، بمعنى أن هذه الأحكام استنفدت جميع طرق الطعن، في وقت لا تزال الأحكام تصدر لغاية الآن بحق آخر من تبقى من المتابعين في هذه القضايا.

وإلى ذلك، تم الترخيص لسوالة الجمهورية التصرف في الأموال المنقولة وغير المنقولة من خلال تحويلها إلى الإدارات أو المؤسسات العمومية لاستغلالها للمصالح العام، أو فتح بيع بالمزاد العلني الشفهي وبالتعهدات المختومة، لمنقولات مختلفة الأحجام والماركات، تمت مصادرتها لفائدة الدولة في إطار قضايا الفساد، إذ سيتم تحويل المال الناتج، إما لحساب الخزينة العمومية أو تغطية أقساط القروض البنكية التي تحصلوا عليها من دون وجه حق، ولم يلتزموا بتسديدها والمقدرة بالملايير من الدينارات، حسب ما كشفت عنه جلسات محاكمات الفساد التي بت فيها القطب الاقتصادي والمالي بسبيدي

أحمد.

تنطلق رسميًا، الأحد 21 جانفي الجاري، على الساعة العاشرة صباحا، عملية البيع بالمزاد العلني الشفهي والتعهدات المختومة لمنقولات تم مصادرتها في إطار قضايا الفساد، وفقا للأحكام النهائية التي استنفدت جميع طرق الطعن.

وفي التفاصيل، فإن المديرية العامة لأموال الدولة، سطررت برنامجا للتصرف وبيع الأموال المنقولة وغير المنقولة التي آلت إليها بعد مصادرتها بالمزاد العلني، من خلال توزيعها كمرحلة أولى على مفتشية أملاك الدولة بكل من "الشراقة، بئر مراد رايس، درارية، زرالدة"، في انتظار الإعلان عن المراحل الأخرى.

أما فيما يتعلق بالحصص التي يتم بيعها في المزاد العلني، فهي تتعلق بالتجهيزات والأغراض المنزلية وأجهزة كهرومنزلية فاخرة تم حجزها ومصادرتها من المتابعين في قضايا الفساد الذين أدينوا بأحكام نهائية فصلت فيها الغرف الجزائية لدى المحكمة العليا، وأخرى أملاك غير منقولة تقدر قيمتها الإجمالية بألاف الملايير.

أما عن شروط البيع التي حددتها المديرية العامة لأموال الدولة، فهي تتعلق بالبيع بدون ضمان مع رسم إضافي ثابت يقدر بـ11 بالمائة، الدفع فورا نقدا أو بصك مصادق عليه بنسبة 21 بالمائة من مبلغ البيع كضمان، مقابل شرط أساسي يتمثل في ضرورة إيداع المزايدين لصك بنكي أو بريدي مصادق عليه بمبلغ 500.000.00 دج لدى أحد رؤساء مفتشيات أملاك الدولة المختص إقليميا مقابل الحصول على وصل الاستلام قبل يوم من تاريخ عملية البيع كأقصى أجل. كما يجب أن تكون التعهدات المختومة



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger